

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'est Républicain, le 18 janvier 2003

Non à une réforme imposée des retraites

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : samedi 18 janvier 2003

Démocratie & Socialisme

Presque tous les leaders syndicaux étaient là. Au colloque sur la réforme des retraites dans les pays européens, organisé à La Villette, à Paris, par la CGT, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, on pouvait voir côte à côte Bernard Thibault, François Chérèque, Jacques Voisin et Alain Olive.

Un débat sur les efforts et le courage de nos voisins syndicalistes, puisque ce sont eux qui sont venus expliquer comment ils avaient pris le problème démographique à bras le corps. Ainsi des Suédois, des Allemands et des Italiens qui se sont lancés bien avant nous et qui en sont à la troisième ou à la quatrième réforme de leur système, et aussi les Belges et les Espagnols qui ne sont guère plus avancés que les Français.

De ces expériences, un point ressort nettement, comme l'a souligné Bernard Thibault. « Tous ces pays ont conforté le système par répartition qui engage une solidarité entre générations ».

C'est bien cet attachement que les dirigeants syndicaux -à l'exception de Marc Blondel de Force Ouvrière- sont venus redire symboliquement, hier, en public, avant le début des négociations (ou concertation ?) sur la réforme des retraites avec le gouvernement. Avant aussi les manifestations qui auront lieu samedi 1er février, à Paris et en province.

Quel niveau de retraite ?

Une réforme nécessairement courageuse, comme l'a indiqué François Chérèque, pour qui il importe, avant toute discussion, de définir le niveau de pension que souhaitent les Français. Cet objectif est bien au coeur du pacte syndical, signé le 6 janvier par la CGT, la CFDT, la CFTC, la CGC, l'UNSA... mais pas FO. Il convient de ne pas mettre la charrue avant les boeufs et donc de définir les principes et les objectifs de la réforme avant d'en étudier les modalités d'exécution.

« Les Français veulent un niveau de retraite décent, qu'on puisse personnaliser en tenant compte des spécificités comme la pénibilité ou l'âge d'entrée dans la vie active », a déclaré Jacques Voisin, le président de la CFTC. Lequel a aussi évoqué d'autres sources de financement possible, comme la valeur ajoutée des entreprises.

Manifestation le 1er février

L'occasion était trop belle pour Bernard Thibault, quelques jours seulement après la réélection d'Ernest-Antoine Seillière à la tête du Medef, de fustiger les positions du patronat sur les retraites. « Parmi les difficultés de réforme, nous, on a le Medef ! », a ironisé Bernard Thibault, « son seul objectif social est de maintenir ses dix ans de retraite garantis. Pour lui, le reste est secondaire ».

La réforme à mettre en place devra garantir un taux de remplacement, donner le choix aux salariés de partir plus tôt ou plus tard, réaffirmer un âge légal de la retraite à 60 ans et prendre en compte la pénibilité du travail. Sans oublier ce que tous les chefs syndicaux présents ont redit : il faudra aussi associer la politique de l'emploi à une réforme des retraites.

Une réforme qui s'avère pourtant indispensable, a déclaré François Chérèque. « Si elle n'est pas faite, ce sont les bas revenus qui seront les plus sanctionnés car ils n'ont pas la possibilité d'épargner ».

Non à une réforme imposée des retraites

La journée d'hier est, en quelque sorte, une répétition à usage interne de la mobilisation sur les retraites qui est attendue le 1er février. « Ce sera la démonstration du degré de mobilisation des salariés, des jeunes et des moins jeunes, ainsi que des retraités pour affirmer les principes et les objectifs syndicaux », a expliqué Bernard Thibault.

Une manifestation qui se veut un message aux pouvoirs publics et un élément de pression.

Une réforme des retraites qui sera « pour tout le monde », y compris les fonctionnaires, a précisé François Chérèque. « Avec une adaptation, mais pour tout le monde ». Avec deux critères essentiels : le taux de remplacement et le choix.

Armelle ROUSSEAU

© L'Est Républicain